

SANTÉ

ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SANTÉ

Arrêté du 27 novembre 2012 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au service de santé des armées au titre de l'activité déclarée au mois de septembre 2012

NOR : AFSH1230669A

La ministre des affaires sociales et de la santé et le ministre de l'économie et des finances,
Vu le code de la sécurité sociale notamment l'article L. 162-22-7 ;
Vu le code de la santé publique notamment l'article L. 6147-7 ;
Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004 modifiée, notamment l'article 33 ;
Vu le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 modifié portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé, notamment son article 8 ;
Vu le décret n° 2008-1528 du 30 décembre 2008 modifié relatif au financement des dépenses de soins dispensés aux assurés sociaux par le service de santé des armées, notamment son article 2 ;
Vu l'arrêté du 21 janvier 2009 modifié relatif aux modalités de versement des ressources des hôpitaux du service de santé des armées ;
Vu l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
Vu l'arrêté du 28 février 2012 fixant pour l'année 2012 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
Vu l'arrêté du 14 décembre 2011 fixant le mode de calcul des ressources des établissements de santé pour la prise en charge des patients bénéficiant de l'aide médicale de l'État ;
Vu l'arrêté du 23 juillet 2004 modifié relatif aux forfaits afférents à l'interruption volontaire de grossesse ;
Vu les relevés d'activité transmis, pour le mois de septembre, le 15 novembre 2012, par le service de santé des armées,

Arrêtent :

Article 1^{er}

La somme à verser par la caisse nationale militaire de sécurité sociale est arrêtée à 31 565 678,79 €, soit :

- 1) 29 263 148,78 € au titre de la part tarifée à l'activité, se décomposant comme suit :
24 133 194,41 € au titre des forfaits « groupes homogènes de séjours » (GHS) et de leurs suppléments ;
346 536,46 € au titre des forfaits « accueil et traitement des urgences » (ATU) ;
4 715 662,34 € au titre des actes et consultations externes (ACE) ;
67 755,57 € au titre des forfaits « sécurité et environnement hospitalier » (SE).
- 2) 1 776 513,32 € au titre des spécialités pharmaceutiques mentionnées à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale.
- 3) 526 016,69 € au titre des produits et prestations mentionnés à l'article L. 162-22-7 du code de la sécurité sociale.

Article 2

La somme à verser par les caisses relais de la caisse nationale militaire de sécurité sociale est arrêtée à 269 655,74 € au titre de la valorisation de l'activité liée aux patients relevant de l'aide médicale de l'État (AME).

Article 3

Le présent arrêté est notifié au ministère de la défense et à la caisse nationale militaire de sécurité sociale, pour exécution.

Article 4

Le directeur général de l'offre de soins et le directeur de la sécurité sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel santé, protection sociale et solidarité*.

Fait le 27 novembre 2012.

Pour la ministre des affaires sociales
et de la santé et par délégation :

*La sous-directrice de la régulation
de l'offre de soins,*

N. LEMAIRE

Pour le ministre de l'économie et des finances
et par délégation :

*La sous-directrice du financement
du système de soins,*

K. JULIENNE